



## **Déclaration de Ouagadougou**

### **Le financement de l'agriculture en Afrique de l'Ouest: nécessité d'une co-construction de mécanismes inclusifs qui accompagnent efficacement la transformation des exploitations familiales pour des terroirs et systèmes alimentaires durables**

En Afrique de l'Ouest, le secteur agrosylvopastoral et halieutique reste le principal levier stratégique du développement durable et équitable pour la plupart des pays et de la région ouest africaine, ceci malgré l'émergence d'autres secteurs de l'économie comme les mines et les services. Ce secteur représente au niveau régional, 62 % des emplois des actifs et contribue pour 32% dans la formation du PIB. Pourtant, l'agriculture ouest africaine, comme dans plusieurs régions du continent, est dominée par les exploitations familiales qui fournissent environ 90% de l'offre de production agricole et agroalimentaire et mobilise près de 80% des superficies foncières mises en valeur (FAO).

Malgré ces caractéristiques, la productivité et la rentabilité des exploitations familiales sont fortement déterminées par leur contexte d'évolution, notamment les diverses contraintes (climatiques, économiques, écologique et sociale...) auxquelles elles font face. Ces éléments constituent l'essentiel des facteurs critiques pour un accroissement durable de l'offre des exploitations familiales et leur capacité à relever le défi de satisfaire, en quantité et en qualité, à une demande alimentaire de la région en forte croissance. De nombreuses études et analyses indiquent que la demande alimentaire et agroalimentaire de la région, tirée principalement par la croissance démographique, l'urbanisation rapide des villes et l'augmentation de la classe moyenne, connaîtra toujours une forte évolution haussière au cours des 50 prochaines années.

Aussi, l'accroissement de l'offre locale de produits agricoles et agroalimentaires à travers les exploitations familiales, représente-t-il un enjeu important et urgent des politiques régionales, des acteurs professionnels du secteur agrosylvopastoral et halieutique pour couvrir l'essentiel de cette demande des populations et des industries naissantes. Ceci, d'autant plus que les enseignements tirés de la crise alimentaire de 2008 mettent clairement en cause les stratégies basées sur des importations de denrées alimentaires moins chers sur le marché international pour répondre à la demande alimentaire, notamment celle des populations urbaines. Les exploitations familiales devraient être soutenues pour répondre à cette demande. Elles devraient pour ce faire, valoriser le potentiel des terroirs et le savoir faire des communautés locales et relier aux économies locales, nationales et régionales. Elles devraient créer une plus value dans les terroirs, des emplois stables et décents, notamment pour des jeunes, qui, sont plus de 10 millions qui arrivent sur le marché de l'emploi (CEDEAO).

Une des clés de la transformation souhaitée des exploitations familiales pour répondre à ces défis est l'amélioration des conditions du financement des activités et du développement agricole dans la région. Cette perspective du financement de l'agriculture invite les réseaux d'OP et d'OSC, les autres professionnels du secteur, les décideurs politiques, les institutions financières de la région et les partenaires au développement, à inventer des solutions inclusives, issues de processus de concertations multi acteurs fructueuses, qui prennent en compte les besoins financiers et non financiers des exploitations familiales, la gestion durable des ressources productives et des risques, pour construire des terroirs et des systèmes alimentaires durables. Cette approche est cruciale pour l'Afrique de l'Ouest, au moment où l'UA et les institutions régionales formulent la 2<sup>ème</sup> génération de leurs politiques pour l'horizon 2025 et le secteur confronté à des incertitudes et des risques sans précédents.

Près de 50 représentants des réseaux d'OP et d'OSC d'Afrique de l'Ouest, des représentants des institutions régionales et des coopérations au

développement, réunis dans un atelier marquant l'aboutissement d'un processus de prospective et de dialogue au niveau national et régional, ont confirmé les possibilité d'un financement plus efficace de l'agriculture ouest africaine pour lui permettre de répondre efficacement aux défis qui se présentent à elles ; ceci, pour peu que le cadre règlementaire et l'environnement politique et organisationnel des acteurs eux même s'y prêtent.

**Compte tenu des enjeux et priorités ci-dessus annoncés, les participants formulent les demandes suivantes aux autorités politiques, aux responsables des institutions régionales et aux partenaires au développement :**

- Opérationnaliser les différentes politiques et réglementations du financement du secteur agricole et rural
- Soutenir la participation des OP aux instances de prise de décisions sur les politiques financières dans la région
- Développer des actions facilitant le développement de produits adaptés et accessibles aux EF

**Les réseaux d'Organisations paysannes et d'OSC, les institutions bancaires et les états financiers s'engagent à :**

- Répertorier, diffuser et vulgariser les réglementations financières de la région
- Renforcer le dialogue politique autour de la problématique de financement des exploitations familiales
- Enclencher une concertation multi acteurs et dynamique autour de la problématique
- Soutenir les OP à s'arrimer aux nouvelles orientations de la loi Ohada
- Structurer les filières pour faciliter celle de la demande de financement
- Procéder à une éducation financière des exploitations familiales par le développement du service financier aux membres